

## Déclaration préalable au Comité Technique Académique du 14 novembre 2017

Madame la Présidente,

Au CTA de juin, nous vous avons dit notre inquiétude face aux premiers choix du nouveau gouvernement en matière éducative et pédagogique. C'est peu dire que ses premières mesures nous inspirent **méfiance et déception**, bien loin de l'audace et de la bienveillance affichées par le candidat vainqueur de la présidentielle. Tous les signaux envoyés à la Fonction Publique sont négatifs ! C'est au point que notre fédération s'est jointe à l'appel à la mobilisation (sur la problématique salariale et celle des effectifs) pour la grève le 10 octobre. Le report du PPCR est une honte, surtout quand on sait le travail énorme de préparation qu'il a donné, notamment dans notre Académie, aux personnels d'inspection et aux services du Rectorat.

Autre régression considérable et incomprise des personnels, la **suppression des contrats aidés pour la direction d'école** nous mobilise fortement, parce qu'elle touche directement les personnels les plus fragiles mais aussi le fonctionnement de l'école, en réactivant la vieille problématique de sa direction. Nous ne désespérons pas d'obtenir le rétablissement de ces emplois indispensables qui devraient être pérennisés.

Du côté de notre nouveau ministre de l'Education nationale – qui a répété vouloir une « *école de la confiance* », c'est l'idée de **perversité** qui vient à l'esprit, et chacun l'avait compris dès juin (quand il avait dit que « *le travail qui a été mené peut être poursuivi* » - au lieu de « *doit* »), c'est le retour à la semaine de 4 jours. Dès cette année, 30 % des écoles de l'Académie d'Orléans-Tours ont fait ce choix navrant, et ce n'est qu'un début ! Ce ministre va laisser la force d'inertie du célèbre mammoth s'embourber et laisser se décomposer ce qu'a péniblement accompli le ministère précédent au lieu de défendre le bien-fondé de la semaine des 4,5 jours ! Sur la réforme du Collège, nous nous attendons au même type de retour en arrière. Et même sur les notions d'évaluation du socle de compétences, un effritement est à craindre. Sur l'avenir du Lycée, du Bac, de l'enseignement professionnel, etc., il est hélas permis d'avoir des doutes sur les progrès possibles.

D'autre part, les circonstances historiques de l'état d'urgence nous ont fait vivre cette rentrée avant tout dans **un régime de sécurité renforcée** contre les risques d'intrusion et d'attentats, avec une vigilance accrue sur les signes de radicalisation extrémiste de quelques élèves. Nous ne pouvons pas nous empêcher de penser, en dépit du « *principe de précaution* », qu'il y avait là quelque chose d'excessif.

Enfin, nous sommes surpris de voir que, à l'ordre du jour de ce CTA, rien n'est prévu comme information sur la mise en place, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, d'un **compte personnel d'activité** pour tous les personnels, enseignants et administratifs, de l'Académie.